

Article 31 du Règlement

incertitude. Le coût en est trop grand. J'exhorte le gouvernement à s'acquitter de ses responsabilités.

* * *

BORDEN CATELLI LTD.

M. Rod Murphy (Churchill): Madame la Présidente, l'annonce faite par la compagnie américaine de pâtes Borden Catelli Ltd. portant que celle-ci allait fermer son usine de Winnipeg est une autre mauvaise nouvelle pour l'industrie alimentaire au Manitoba.

Ce qui est le plus frustrant c'est que cette fermeture aurait pu être évitée. D'autres groupes, notamment les employés de la compagnie, sont intéressés à acheter l'usine et à poursuivre son exploitation. Toutefois, Catelli refuse de vendre l'entreprise; elle préfère plutôt retirer sa machinerie, puis vendre l'édifice vide, ce qui se traduira par des pertes d'emplois.

L'attitude de la compagnie est honteuse. Elle illustre le peu de respect qu'ont les entreprises américaines à l'égard des travailleurs et des collectivités au Canada, qui subissent un coup terrible lorsque des décisions aussi arrogantes sont prises.

Le gouvernement conservateur du Manitoba reste sur la touche et n'intervient même pas dans ce dossier. Que faut-il de plus pour que les Conservateurs se portent à la défense des agriculteurs et des travailleurs? Si une compagnie américaine ne veut pas continuer à exploiter une usine canadienne, celle-ci devrait être tenue de vendre les installations aux intéressés. Et si les Conservateurs n'appuient pas les travailleurs du Manitoba, ils devraient confier les rênes du gouvernement à ceux qui le feront.

* * *

• (1110)

L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE-NORD

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Madame la Présidente, je veux porter à l'attention du Parlement une question qui préoccupe beaucoup un grand nombre de Canadiens et de citoyens d'autres pays, à savoir l'intention du gouvernement de revenir sur son engagement en retirant d'autres troupes de maintien de la paix au sein de l'OTAN.

Certains communiqués de presse mentionnent qu'un porte-parole de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait déclaré que les troupes canadiennes de maintien de la paix à Chypre devraient être rappelées parce que—et je cite: «Il ne semble pas y avoir beaucoup

de progrès ni d'efforts faits par les parties concernées pour en arriver à un règlement.» J'aimerais demander à la ministre sur quoi se fonde cette déclaration, compte tenu des assurances données antérieurement, selon lesquelles le gouvernement ne prévoyait pas rappeler les troupes canadiennes en poste à Chypre.

Je voudrais savoir ce qui a changé. L'engagement pris par le Canada d'assurer un règlement pacifique du différend à Chypre ne doit pas être affaibli par des mesures d'économie à court terme.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Madame la Présidente, je tiens à féliciter le ministère des Anciens combattants du message télévisé qu'il a réalisé pour commémorer le 75^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy. Les anciens combattants de ma circonscription se plaignent souvent que les Canadiens ne connaissent pas assez leur histoire. Selon eux, nos enfants connaissent mieux les victoires américaines que les nôtres.

Voilà pourquoi il est réconfortant de voir raconter l'une de nos plus grandes victoires. Il y a 75 ans cette semaine, le Corps d'armée canadien a réussi là où d'autres armées avaient échoué et a montré à la face du monde ce que pouvait accomplir un jeune pays comme le Canada.

Je me réjouis, en outre, de ce que les Canadiens auront du même coup l'occasion d'en savoir plus au sujet du raid de Dieppe. En effet, il y a 50 ans cette année, les Canadiens décidaient de se mesurer avec la «Forteresse Europe» de Hitler et, à l'instar du Corps d'armée canadien à Vimy, nos forces ont alors fait preuve de courage et de discipline.

Ces campagnes nous ont enseigné une grande vérité que vient nous rappeler le message télévisé à propos de la victoire de Vimy, c'est que, lorsqu'ils sont unis, les Canadiens peuvent accomplir de grandes choses.

* * *

LA SOCIÉTÉ RAILTECH LTD.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, le gouvernement actuel est sur le point d'aller faire une autre tournée d'achats coûteux aux États-Unis. Il y a quelques mois, il a annoncé qu'il ferait un appel d'offres pour la construction de l'agence spatiale à Montréal. La société Railtech, qui se trouve dans ma circonscription, était heureuse d'avoir ainsi l'occasion de soumissionner pour la fabrication des cloisons de sépara-